



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

**ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté de prescriptions complémentaires, portant mise à jour des valeurs limites d'émission et des fréquences d'autosurveillance dans l'eau de l'arrêté préfectoral n°10-03413 du 3 août 2010 autorisant la Société FRAMATOME- CREUSOT FORGE à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune du Creusot.**

*DC - BREV - 2023 - 067 - 1*

**Société FRAMATOME- CREUSOT FORGE  
6 allée Jean Perrin  
71200 Le Creusot**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1er du livre V ;

Vu en particulier les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu la circulaire du 23 mars 2010 relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10-03413 du 3 août 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013318-0002 du 14 novembre 2013 visant à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau, identifiées lors de la surveillance initiale ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014013-0005 du 13 janvier 2014 prenant en compte le projet de modification de l'installation ;

Vu le récépissé du changement d'exploitant du 5 avril 2018 ;

Vu le rapport du 14 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 21 décembre 2022 ;

Vu les observations présentées par le demandeur par mail du 18 janvier 2023 ;

Vu l'avis du CODERST du 21 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site de la Société FRAMATOME sur la commune du Creusot ;

CONSIDÉRANT que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site est liée à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Bénéficiaire et portée de la décision**

#### **Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Société FRAMATOME Creusot située 6 allée Jean Perrin sur la commune du Creusot, est tenue de respecter pour son établissement, les dispositions des articles suivants.

#### **Article 1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les articles 4.3.3, 4.3.7.1 et 12.3.1 de l'arrêté préfectoral n°10-03413 du 3 août 2010, sont abrogés et remplacés par les prescriptions du présent arrêté.

L'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014013-0005 du 13 janvier 2014 est abrogé et remplacé par les prescriptions du présent arrêté.

## Article 2 – Définitions

Au titre du présent arrêté on entend par :

QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

Zone de mélange : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau.

## Article 3 – Circulation des effluents et localisation des rejets

### Rejets externes

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Rejet 2 (Puits St Laurent)	Rejet 3 (Grand Collecteur)
	Coordonnées en Lambert 93	X = 809 206 Y = 6 634 853	X = 809 442 Y = 6 634 498
Nature des effluents		Eaux de vidange des circuits des trois tours aéroréfrigérantes Eaux de purges du circuit hydraulique de la presse 11300T Eaux de process sorties des 3 déshuileurs présents dans le bâtiment HO Eaux pluviales des toitures de l'atelier HO ouest	Eaux pluviales de la toiture du bâtiment AU Eaux pluviales voiries sorties des 2 déshuileurs à proximité du bâtiment AU Eaux pluviales des toitures du bâtiment HO Est
Réseau de collecte et traitement si existant		Passage dans 3 déshuileurs/séparateurs d'hydrocarbures Collecte dans le réseau interne Eaux industrielles Passage des eaux collectées dans le bassin tampon du Puits Saint-Laurent disposant à sa sortie d'une chambre de tranquillisation et d'un séparateur hydrocarbures destinés à séparer et stocker les hydrocarbures libres contenus dans les eaux de ruissellement. La partie débourbeur de l'appareil permet de piéger les matières en suspension. Le système d'obturation de l'équipement évite	Collecte dans le réseau interne et Passage dans les déshuileurs/séparateurs d'hydrocarbures

		tout risque de relargage des hydrocarbures	
Type de rejet en sortie du site		rejet étang de la Forge	Grand collecteur puis étang Leduc
	Nom masse d'eau	Etang Leduc	Etang Leduc
	QMNA5 (m <sup>3</sup> /s ou L/s)	14,5 l/s (exutoire de l'étang Leduc, dans la Bourbince)	14,5 l/s (exutoire de l'étang Leduc, dans la Bourbince)

Les eaux domestiques sont canalisées vers la station de traitement communautaire située sur la commune de Torcy.

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans cet article, direct ou indirect vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

#### **Article 4 – Rejets dans le milieu naturel**

##### **Article 4.1 Pour l'ensemble des rejets.**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

##### **Article 4.2 Valeurs limites d'émission d'émission pour les rejets aqueux industriels**



L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

**Rejet 2 (Puits Saint Laurent) :**

Le Puits St Laurent est doté d'un capteur de présence d'huile avec asservissement à une alarme visuelle au niveau du Puits, ainsi que d'un conductimètre, d'un débitmètre et d'un pHmètre permettant de mesurer le pH et le débit en continu.

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1 302	5,5 – 8,5	/	continu
Température	1 301	30°	/	continu
Débit	1 552	500 m <sup>3</sup> /j max	/	continu
MES	1 305	30	10 000	mensuelle
DBO5	1 313	30	5 000	mensuelle
DCO	1 314	80	25 000	mensuelle
Azote global	1 551	30	1 000	mensuelle
Phosphore total	1 350	0,500	50	trimestrielle
Hydrocarbures totaux (1)	7 009	5	2 000	mensuelle
AOX (1)	1 106	1	30	mensuelle
Ions fluorures (1)	7 073	15	360	mensuelle
Cyanures totaux (1)	1 390	0,100	/	mensuelle
Aluminium (1)	1 370	5	350	mensuelle
Cadmium *	1388	0,025	0,5	mensuelle
Chrome VI (2)	1371	0,050	5	mensuelle
Chrome total (2)	1 389	0,100	10	mensuelle
Cuivre	1 392	0,150	5	mensuelle
Plomb	1 382	0,100	45	trimestrielle
Fer (1)	1 393	5	150	mensuelle
Nickel	1 386	0,200	25	mensuelle
Zinc	1 383	0,800	100	mensuelle
Étain (1)	1 380	2	/	mensuelle
Arsenic	1369	0,025	2,5	mensuelle
Manganèse (1)	1 394	1	/	mensuelle
Indice phénol	1 440	0,300	10	mensuelle
Anthracène	1 458	0,025	0,015	trimestrielle
Naphtalène	1 517	0,13	0,25	mensuelle
Mercure	1 387	0,025	0,5	mensuelle

Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	0,050	2	semestrielle
Tributylétain cation	2879	$2 \times 10^{-5}$	0,0008	semestrielle
Toluène	1278	0,074	2	trimestrielle
Benzo(g,h,i)perylène	1118	0,025	/	trimestrielle
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	1204		/	trimestrielle
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	0,025	0,1	semestrielle

(1) A ce jour, il n'existe pas de NQE pour ces paramètres ; il revient à l'exploitant de prendre en compte d'autres valeurs de référence

(2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « Chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés Chrome trivalent (Cr III) et Chrome hexavalent (Cr VI) )

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998.

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

**Rejet 3 (Grand collecteur) :** l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 3/08/2010 s'applique

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la plus petite des deux valeurs suivantes (lorsqu'elles existent) :

- la norme de qualité environnementale (cas des substances chimiques) ;
- la valeur de concentration correspondant à la classe d'état « bon état ».

L'exploitant doit disposer d'une convention et d'une autorisation de déversement avec la communauté urbaine Creusot Montceau (CUCM) pour les rejets n°2 et N°3. Le présent arrêté préfectoral sera transmis à la CUCM pour mise à jour éventuelle des substances surveillées et de leurs VLE dans la convention de déversement.

### Article 4.3 Surveillance de l'état écologique de l'étang Leduc

L'exploitant met en place un programme de surveillance périodique du bon état écologique de l'étang Leduc. L'objectif de ce programme est de vérifier l'absence d'impact des effluents rejetés sur l'état écologique de l'étang Leduc.

L'exploitant assure une surveillance des effets éventuels de ses activités dans les conditions définies ci-après :

- des prélèvements et analyses des eaux sont réalisés deux fois par an (période basses eaux et périodes hautes eaux) dans l'étang Leduc en deux points représentatifs d'un impact potentiel de l'activité du site dans ce milieu à définir avec le propriétaire des étangs dans les 3 mois suivant la notification de cet arrêté préfectoral. Les substances suivantes sont analysées :

- hydrocarbures totaux
- Fe, Ni, Cr, As, Pb, Mn, Zn, Cu, Cd, indice phénol et Tributylétain cation.

- tous les cinq ans et lors de la première campagne 2023, la surveillance intègre également une analyse des paramètres biologiques de l'étang Leduc incluant *a minima* :

- IBGN : Indice Biologique Global Normalisé ;
- IBD : Indice Biologique Diatomées.

Les résultats de cette surveillance sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est tenu d'informer l'inspection de toute évolution des concentrations mesurées remettant en cause le respect de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur.

## **Article 5 – Délais et voies de recours – publicité – exécution**

### **Article 5.1 Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° du présent chapitre.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5.2 Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Creusot et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie du Creusot pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la communes du Creusot ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Saône et Loire (<http://www.saone-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 5.3 Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, le directeur départemental des territoires de la Saône-et-Loire, le directeur de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité de Saône-et-Loire, le maire de la commune du Creusot et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au président de la communauté urbaine CREUSOT-MONTCEAU.

Fait à Mâcon, le

**08 MARS 2023**

Le préfet,



Yves SÉGUY

